



**GHT des Alpes du Sud**

**CHICAS - Cellule des Marchés**

Tél. : 04.92.40.28.04

E-mail : [cellulemarches@chicas-gap.fr](mailto:cellulemarches@chicas-gap.fr)



**Groupement  
Hospitalier de Territoire  
Alpes du Sud**

Gap-Sisteron • Briançon • Laragne • Embrun • Aiguilles • Barcelonnette

SE4 N06

## **FOURNITURE DE PAIN ARTISANAL ET VIENNOISERIES, AVEC LIVRAISON - CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DES ALPES DU SUD, SITES DE GAP ET DE SISTERON – PAIN26**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES N° 021-2025 (CCP)**

**Marché à procédure adaptée passé en application des dispositions relatives aux marchés publics :**  
**des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la Commande Publique.**

**Passation d'un ACCORD-CADRE DE FOURNITURES (article R. 2162-2), exécuté au moyen de BONS DE COMMANDES (articles R. 2162-13 et R. 2162-14).**

**Code nomenclature DGOS : HD10LOOO**

# SOMMAIRE

SOMMAIRE .....	2
<b>ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DU MARCHE .....</b>	<b>3</b>
1-1 OBJET DU MARCHE.....	3
1-2 DECOMPOSITION DU MARCHE .....	3
1-3 FORME DU MARCHE.....	3
1-4 DUREE DU MARCHE.....	4
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>4</b>
2-1 PIECES CONTRACTUELLES.....	4
2-2 ASSURANCES .....	4
<b>ARTICLE 3 – DEFINITION DES PRODUITS ATTENDUS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 – CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>6</b>
4-1 COMMANDES .....	6
4-2 CONDITIONS ET LIEUX DE LIVRAISON .....	7
4-3 EMBALLAGE – HYGIENE - TRANSPORT .....	8
4-4 MODE DE LIVRAISON .....	8
4-5 OPERATIONS DE VERIFICATION (CF. ARTICLE 3 – DEFINITION DES PRODUITS ATTENDUS) .....	9
4-5.1 Vérification quantitative .....	10
4-5.2 Vérification qualitative .....	10
4-5.3 Admission.....	10
<b>ARTICLE 5 – ECHANTILLONS.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 6 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 7 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 8 - REVISIONS DE PRIX.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 9 – FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 10 – PENALITES DE RETARD.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 11 – RESILIATION DU MARCHE - EXECUTION PAR DEFAULT .....</b>	<b>14</b>
11-1 RESILIATION .....	14
11-2 EXECUTION PAR DEFAULT.....	15
<b>ARTICLE 12 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 13 – CONTESTATIONS ET LITIGES.....</b>	<b>15</b>

## **ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DU MARCHE**

### **1-1 OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet la fourniture de pain artisanal et de viennoiseries, livrées, pour le Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, **sites de GAP et de SISTERON**.

### **1-2 DECOMPOSITION DU MARCHE**

Cette prestation fait l'objet de deux lots géographiques :

Lot n°1 : Fourniture de pain artisanal et viennoiserie pour le CHICAS **site de Gap** avec livraison

Lot n°2 : Fourniture de pain artisanal et viennoiserie pour le CHICAS **site de Sisteron** avec livraison

Le détail des lots, désignation des sous-lots et les quantités estimatives des fournitures sont détaillées dans le présent CCP et dans l'annexe à l'acte d'engagement (allotissement/bordereau de prix).

Les variantes ne sont pas autorisées. Les candidats devront proposer des produits conformes, se rapprochant des désignations et caractéristiques demandées.

Le CHICAS se réserve la possibilité de commander occasionnellement des produits non listés dans l'annexe à l'acte d'engagement (allotissement, bordereau de prix) mais figurant au catalogue du titulaire en respectant les rubriques correspondantes au(x) lot(s) attribué(s) de la présente consultation.

### **1-3 FORME DU MARCHE**

#### **Personne publique contractante :**

Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS), établissement support du GHT des Alpes du Sud :

1, place Auguste Muret

B.P. 101

05007 GAP Cedex

Représenté par Monsieur Nicolas RAZOUX, Directeur d'établissement.

Ce marché à procédure adaptée est passé en application des dispositions relatives aux articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la Commande Publique, pour un montant inférieur à 221.000 € H.T.

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures (article R. 2162-2 du Code de la Commande Publique), exécuté au moyen de bons de commande (articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique).

**Le seuil de commandes maximum annuel est de 2 fois la quantité mentionnée dans l'annexe financière.**

Les quantités portées à l'annexe à l'acte d'engagement, sont les quantités annuelles estimées pour la durée du marché en fonction des consommations des années précédentes et sont non contractuelles.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour du marché.

#### **1-4 DUREE DU MARCHE**

Le marché est conclu pour une période d'un an à compter du 15 janvier 2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure au 15 janvier 2026, renouvelable une fois par tacite reconduction par période de 12 mois et pour une durée totale du marché de 2 ans.

#### **Reconduction du marché :**

Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire deux mois avant la date anniversaire du marché. La non-reconduction n'ouvre pas droit à indemnisation.

### **ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

#### **2-1 PIECES CONTRACTUELLES**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- l'annexe financière à l'acte d'engagement ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Pouvoir Adjudicateur fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG – FCS) ;
- le questionnaire fournisseur ;
- la fiche fournisseur ;
- les bons de commandes.

Les conditions générales de vente du titulaire sont inapplicables.

En cas de contradiction entre les documents qui précèdent, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

#### **2-2 ASSURANCES**

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers par l'exécution des prestations objet du marché, conformément à l'article 9 du CCAG – FCS.

Il doit justifier, au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ce contrat d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Durant l'exécution du marché, il doit produire à toute demande du Centre Hospitalier une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

### **ARTICLE 3 – DEFINITION DES PRODUITS ATTENDUS**

Les quantités portées à l'annexe à l'acte d'engagement, sont les quantités estimées pour la durée annuelle du marché en fonction des consommations des années précédentes et sont susceptibles de varier (non contractuelles).

Le pain sera pétri, fabriqué, façonné exclusivement par cuisson sur place. La composition de la pâte doit être dans des proportions convenables :

- de farine panifiable,
- d'eau potable,
- de sel de qualité saine, loyale et marchande,
- d'un agent de fermentation : levure ou levain, éventuellement des adjuvants officiellement autorisés.

**Le candidat complètera l'annexe financière à l'acte d'engagement et indiquera les caractéristiques des produits proposés (ingrédients, type et origine de farine utilisé, teneur en sel levure ou levain etc).**

Il est rappelé que l'emploi de produits chimiques, tels que bromate de potassium, sulfate de cuivre, perborates ainsi que des additifs contenant des dérivés d'acides gras, visés par les arrêtés des 31 Mars 1967 et 1<sup>er</sup> Février 1972 actualisés est rigoureusement prohibé.

#### **Exigences organoleptiques :**

La croûte sera lisse et dorée, relativement sèche et croustillante, la partie inférieure, plus tenue, ne doit être ni brûlée, ni salie. **La croute devra être craquante, pas trop épaisse pour que les résidents puissent croquer le pain sans difficulté.**

Il sera cuit à point. Il sera de couleur et de goût agréables. La texture devra être légèrement alvéolée, souple et non collante et facile à tartiner.

**Le pain cuit devra comporter le moins de farine saupoudrée sur le dessus.**

**Afin d'éviter des erreurs de dotations, la conception des flûtes sans sel devra être différente de celle avec sel. Elles devront être façonnées ou fendues de manière différente sans pour autant changer le grammage.**

Les marchandises seront de première fraîcheur et qualité. Elles seront conformes aux normes de l'U.E. et à la réglementation française en vigueur.

Tous les produits devront être sains, exempts de pourriture, de toute attaque de parasites. Les emballages de conditionnement doivent être propres, en bon état et exempts d'odeur particulière. Les emballages ne seront pas consignés.

Tous les produits intermédiaires ou en cours de fabrication (pain pré-cuit, pâte à pain congelée ou autres pâtes semi-préparées) ne doivent pas être proposés. **Il ne sera jamais livré de pain rassis, repassé au four ou congelé.**

**Exclusion : tous produits contenant des O.G.M. sont exclus.**

## **ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **4-1 COMMANDES**

Les commandes seront établies et transmises au fournisseur par les services restauration de chaque site. Elles seront communiquées au titulaire du marché par télécopie, téléphone ou mail.

Fréquence prévisionnelle des commandes pour le lot N° 1 site de GAP (3 points de livraison CHICAS + RHONE AZUR) :

Les commandes seront passées la veille de la livraison, entre 12h00 et 14h00, pour les livraisons du mardi au samedi.

Pour les livraisons du dimanche et lundi, les commandes seront effectuées le vendredi, entre 12h00 et 14h00.

Fréquence prévisionnelle des commandes pour le lot N° 2 site de SISTERON :

- pour le site de SISTERON :

Les commandes seront passées la veille de la livraison, entre 7h00 et 8h00, pour les livraisons du mardi au samedi.

Pour les livraisons du lundi, les commandes seront effectuées le vendredi, entre 07h00 et 08h00.

**La livraison du samedi comportera la quantité nécessaire à la consommation du samedi + dimanche.**

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins du CHICAS.

Pour les besoins urgents, le fournisseur pourra être amené à effectuer des livraisons de « dépannage ».

Chaque bon de commande comportera obligatoirement :

- ✓ les nom et adresse du titulaire
- ✓ le numéro et date du marché
- ✓ le numéro et date du bon de commande
- ✓ la désignation de la prestation commandée
- ✓ les quantités commandées
- ✓ les lieux, dates et heures de livraison
- ✓ l'adresse de facturation
- ✓ le montant total hors taxes de la commande
- ✓ le taux et le montant de la TVA
- ✓ le montant total toutes taxes comprises.

Le titulaire du marché devra impérativement honorer les commandes passées par le CHICAS (produits, quantités, etc...). En cas de rupture d'un produit indiqué sur la commande, le titulaire devra en avertir le Responsable de restauration et lui proposer un produit de qualité égale ou supérieure, au même tarif. A défaut, le CHICAS se réserve le droit d'assurer son approvisionnement auprès d'un autre fournisseur. Dans ce cas, la différence de prix sera à la charge du titulaire. (cf. article 10.2).

#### **4-2 CONDITIONS ET LIEUX DE LIVRAISON**

##### **• Livraison lot 1 : GAP**

La fourniture doit être livrée sur les sites de GAP, vers 6H00, 7 jours sur 7 :

La plage horaire sera définie avec le titulaire après notification.

- au service Restauration, cour logistique du Centre Hospitalier (accès allée du Souvenir Français) à GAP. La localisation du local de dépôt des marchandises sera communiquée au titulaire à la notification du marché.
- au pôle de gérontologie pour les services du secteur "personnes âgées", dans un local réservé.  
Ce dernier sera mutualisé avec d'autres fonctions. Le code d'ouverture de la porte sera communiqué au titulaire lors de la notification du marché. Lors de la livraison, il sera impératif que le livreur referme et contrôle systématiquement la fermeture de la porte.
- Au Centre Médical Rhône Azur groupe UGECAM cour logistique 2 Chemin des peupliers lieu-dit les Aurouzes 05000 GAP. Une clé ou carte d'accès sera fourni au titulaire lors de la notification du marché. Lors de la livraison, il sera impératif que le livreur referme et contrôle systématiquement la fermeture de la porte.

Afin de répondre à l'obligation de livraison 7 jours sur 7 et conformément aux articles R. 2142-19 et R. 2142-23 du Code de la Commande Publique, l'offre pourra être présentée en groupement conjoint avec désignation d'un mandataire.

Toute livraison égarée du fait de non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée. Il en sera de même pour toute livraison n'ayant pas fait l'objet d'un bon de commande préalable du Centre Hospitalier.

En cas de dépassement du délai de livraison mentionné dans l'offre, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 8 ci-après.

##### **• Livraison lot 2 : SISTERON**

Le candidat devra impérativement pouvoir proposer la prestation de livraison.

Le CHICAS se réserve le droit de demander la prestation de livraison à chaque commande ou périodiquement.

Si livraison titulaire :

La fourniture doit être livrée sur le site de SISTERON, **vers 7h00, 6 jours sur 7** :

La plage horaire sera définie avec le titulaire après notification.

- au service Restauration, cour logistique du Centre Hospitalier (accès 7 avenue de la Libération à SISTERON). La localisation du local de dépôt des marchandises sera communiquée au titulaire à la notification du marché.

Si récupération des fournitures dans les locaux du titulaire par le CHICAS :

- les fournitures doivent être conditionnées dans des sacs à pain (grand format, non individuel) à usage unique, fermés, et prêts pour 7h00.

#### **4-3 EMBALLAGE – HYGIENE - TRANSPORT**

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire. Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur est propriétaire des emballages.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Le pain doit être transporté contenu dans un matériau de type emballage perdu recyclable, maintenus constamment en bon état de propreté.

Les conditions de transport, d'emballage et d'étiquetage devront notamment satisfaire à la réglementation en vigueur.

Les réceptacles des véhicules et/ou conteneurs destinés au transport doivent être propres et en bon état afin d'assurer toute protection contre les souillures. Ils sont réservés au transport de denrées alimentaires et conçus de manière à pouvoir être convenablement nettoyés et/ou désinfectés.

Les conditions de manutention et d'entreposage du pain doivent permettre d'éviter toute détérioration ou contamination susceptibles de rendre le produit impropre à la consommation.

Le personnel préposé aux manutentions et au transport doit observer les règles de propreté concernant les mains et les vêtements notamment.

Les fournisseurs demeurent responsables des fraudes, avaries qui pourraient être commises par leur personnel ou leur transporteur.

#### **4-4 MODE DE LIVRAISON**

Le mode de livraison devra être réalisé de la manière suivante :

**Service de restauration GAP + SISTERON :**



- Le pain devra être conditionné dans de grands sacs à pain à usage unique, chaque type de pain étant rangé dans un sac distinct comportant sa désignation.
- Les viennoiseries devront être placées dans des emballages à usage unique.
- Les emballages seront déposés dans ou sur les paniers, rolls ou autres mobiliers mis à disposition par le CHICAS.

### **Services du pôle de gérontologie – site de Gap :**

Lors de chaque livraison, le prestataire devra préparer sept sacs à pain distincts, chacun identifié au nom d'un service, contenant les quantités indiquées sur le bon de commande. Les viennoiseries devront également être conditionnées dans des emballages à usage unique.

Les services concernés sont actuellement : USSR NIV4, USLD3 NIV4, UHR NIV4, MED G NIV5, UCC NIV5, UHPAD NIV6, et USLD1 NIV6. Cette liste est susceptible d'évoluer.

Les emballages utilisés devront être identiques, en termes de caractéristiques, à ceux prévus pour le service de restauration.

### **Centre Médical Rhône Azur – groupe UGECAM - GAP :**

Le prestataire devra également préparer des sacs identifiés au nom des différents services, contenant les quantités commandées selon les indications du bon de commande.

Les emballages utilisés devront répondre aux mêmes exigences que ceux du service de restauration.

**Important : Tous les sacs et emballages doivent être propres et exempts de toute trace de farine.**

Chaque livraison doit être accompagnée d'un bon de livraison qui comportera notamment :

- la date d'expédition,
- la référence à la commande ou au marché,
- l'identification du titulaire et du transporteur,
- les quantités livrées.

Bien qu'il y ait trois points de livraison pour le site de GAP, un bon de livraison unique comprenant l'ensemble des informations sera déposé au service de restauration.

Pour le Site de Gap : les fournitures sont livrées franco de port et d'emballage.

Pour le Site de Sisteron : les fournitures sont livrées, de préférence, franco de port et d'emballage. Le candidat indiquera ses éventuels frais de livraison dans l'annexe à l'acte d'engagement.

#### **4-5 OPERATIONS DE VERIFICATION (CF. ARTICLE 3 – DEFINITION DES PRODUITS ATTENDUS)**

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles correspondent aux stipulations du marché, dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

#### **4-5.1 Vérification quantitative**

Si la quantité livrée n'est pas conforme au marché ou à la commande, l'établissement peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira, sans frais supplémentaires.

Des contrôles sur le poids des quantités livrées pourront être réalisés à l'arrivée par pesée des pièces ou colis, par le fournisseur ou son représentant et le réceptionnaire.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

En cas de non-conformité entre quantité livrée et le bordereau de livraison, ledit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

#### **4-5.2 Vérification qualitative**

Les pièces insuffisamment cuites ou brûlées, mal brossées, portant des traces de fleurages ou repassées au four seront immédiatement rejetées.

#### **4-5.3 Admission**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS par le Centre Hospitalier.

Dès l'instant d'un rejet, l'établissement ne sera plus responsable de la diminution ou de la détérioration des produits qui resteront aux risques et périls de l'adjudicataire s'il ne veut ou ne peut en effectuer le retrait immédiat.

Les frais de saisie seront à la charge du titulaire du marché.

Plusieurs refus de livraison, dûment motivés, pourront conduire à une dénonciation du marché aux torts du titulaire.

Pour le cas où, durant l'année, le titulaire viendrait à enregistrer trois saisies, ces insuffisances répétées seront assimilées à une défaillance, laquelle entraînera d'office le rejet dudit fournisseur avec toutes ses conséquences.

### **ARTICLE 5 – ECHANTILLONS**

Il est rappelé qu'à l'appui de son offre, le candidat fournira obligatoirement, à titre gracieux, des échantillons de chaque variété de pain et viennoiserie.  
Ces échantillons devront être remis le jour de la date limite de remise des offres.

**Ces échantillons devront être strictement identiques à ceux proposés dans la soumission (qualité, composition...) et qui seront livrés pendant la durée du marché.**

**Les modalités ont été arrêtées dans le règlement de la consultation.**

## **ARTICLE 6 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE**

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations techniques financières ou organisationnelles, et documents auxquels il aurait accès dans le cadre du présent marché.

Sauf autorisation préalable écrite de l'acheteur, le titulaire s'interdit de publier, communiquer ou divulguer à quiconque, et de quelque façon que ce soit, toutes informations de quelque nature qu'elles soient, reçues directement ou indirectement du Centre Hospitalier.

Le titulaire s'engage à informer son personnel, ses cotraitants et ses co-traitants éventuels du caractère confidentiel des informations reçues et veille au respect de ladite confidentialité.

Le Centre Hospitalier s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Après l'exécution complète du marché, le titulaire s'engage à restituer l'ensemble des informations et documents transmis par l'acheteur ou élaborés pour les besoins du marché, et à ne conserver aucune copie des dites informations ou desdits documents.

Cette confidentialité devra être respectée conformément à la durée légale ou réglementaire relative au contenu concerné notamment par les données nominatives de santé.

## **ARTICLE 7 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX**

Le marché est conclu aux prix figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Le prix franco d'emballage est réputé comprendre l'ensemble des prestations demandées au présent marché ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que l'assurance et tous les frais afférents à l'exécution de la prestation.

Le prix ne peut comporter de supplément d'aucune sorte, notamment pour frais de facturation.

## **ARTICLE 8 - REVISIONS DE PRIX**

Les prix sont fermes pour la première année.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro / M0 ».

Le titulaire adresse les demandes d'ajustement, à la hausse et à la baisse, accompagné de tous documents justificatifs au CHICAS dans les conditions visées ci-dessous.

En effet, 2 mois avant la date d'anniversaire du marché, une demande de révision **annuelle** pourra être adressée au CHICAS, Direction des Achats, Cellule des Marchés du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, par courriel à l'adresse [cellulemarches@chicas-gap.fr](mailto:cellulemarches@chicas-gap.fr), et devra préciser, entre autres, les données de cotations et la période prise en compte pour le calcul des nouveaux tarifs ainsi que la date d'effet de ces derniers.

Le nouveau bordereau des prix proposé en version dématérialisée devra être transmis au format Excel.

Aucune augmentation des tarifs ne pourra être appliquée sans l'accord exprès du CHICAS.

Si les cotations sont à la hausse, le titulaire peut renoncer, à titre promotionnel ou pour tout autre raison, à appliquer les augmentations.

L'absence de communication du nouveau barème de prix dans le délai vaudra reconduction à l'identique pour la nouvelle période.

Les prix seront révisables en tenant compte de l'évolution moyenne des cours sur la période précédente (seuls les indices définitifs/cotations définitives seront pris(es) en compte).

Le titulaire s'engage à joindre à chaque demande de révision, le BPU actualisé et la copie des journaux, documents, mercuriales, etc. ayant permis la détermination du nouveau tarif.

En cas d'interruption temporaire de la parution de la cotation ou indice, la dernière cotation ou indice définitif connu reste applicable jusqu'à la prochaine parution.

En cas de suppression définitive, le CHICAS et le titulaire devront déterminer une nouvelle cotation/indice de référence.

Formule applicable:

$$P_n = P_o \times I_n / I_o$$

$P_n$  = prix révisé

$P_o$  : Prix en cours de validité à la date de demande d'ajustement des prix

$I_n$  : moyenne des indices de la période passée, (moyenne de l'indice M1 au dernier indice connu si première révision)

$I_o$  : moyenne des indices de la période précédente ou indice de référence M0 si 1ère révision.

**L'indice à prendre en compte est l'indice publié par l'INSEE :**

**Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 10.71 – Pain , pâtisseries et viennoiseries fraîches**

Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764079

Clause de sauvegarde :

**En tout état de cause la majoration annuelle appliquée ne pourra dépasser 1,5 %.**

Le CHICAS se réserve le droit de refuser la hausse proposée si la demande du titulaire ne lui paraît pas acceptable.

En effet, si les révisions demandées dépassent l'évolution des cotations et qu'aucun accord ne peut être trouvé avec le titulaire, le CHICAS se réserve le droit de refuser la demande de révision des lignes concernées. Ces produits devront être supprimés du BPU le temps de trouver un accord ou le cas échéant, jusqu'à la fin du marché, sans que le titulaire ne puisse prétendre à indemnisation (la facturation de la différence ne sera pas appliquée dans ce cas précis).

D'autre part, en cours d'exécution du marché, et en cas d'évènement extérieur aux parties, imprévisible, et bouleversant temporairement l'équilibre du marché, survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le CHICAS pourra étudier une augmentation supérieure dans le respect de la réglementation en vigueur et sur justificatifs.

La demande devra :

- apporter tout éléments de preuve (nationaux, internationaux, courrier, articles etc..) justifiant de la fluctuation des coûts et fournir la copie des factures d'achats
- prouver que les augmentations de tarifs sont appliquées à l'ensemble de ses clients
- répercuter la hausse sur sa société et pas seulement sur le CHICAS

Dans l'hypothèse où aucun accord n'a pu être trouvé, le CHICAS se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché, à la date de changement de prix, et sans préavis, lorsque celui-ci conduit à une augmentation non acceptable au regard des contraintes budgétaires de l'Etablissement.

Le CHICAS se réserve le droit de solliciter à tout moment l'avis de la Direction de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

## **ARTICLE 9 – FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT**

Les factures seront mensuelles et conformes aux commandes reçues et livraisons effectuées. Elles indiqueront le nombre de pains et viennoiseries par sous-lot mensuellement.

La facture sera libellée par le titulaire après service fait à l'ordre de :

Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud  
Direction des Achats et services Economiques  
1, place Auguste Muret  
B.P. 101  
05007 GAP CEDEX

Chaque facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom, adresse et raison sociale du créancier
- référence du marché
- numéro de compte postal ou bancaire tel qu'il est précisé dans l'offre
- numéro du bon de commande ou demande de prestation
- date et lieu de la livraison
- désignation de la fourniture livrée et sa quantité
- montant et taux de la T.V.A.
- montant total H.T. et T.T.C.

La facture devra être déposée sur le site CHORUS (<https://chorus-pro.gouv.fr>) :

- N° SIRET CHICAS : 260 503 479 00016
- Code service (correspondant aux deux premières lettres du bon de commande) :
  - ✓ AL : SERVICE ALIMENTATION (le numéro d'engagement correspond au numéro du bon de commande)
  - ✓ AL-SCP : SERVICE ALIMENTATION sans commande préalable.

Le Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud se libèrera des sommes dues au titulaire par l'émission d'un mandat et le virement sur le compte bancaire précisé sur le marché interviendra dans les 50 jours à réception de la facture.

Le délai de paiement est suspendu si la facture n'est pas conforme aux exigences du marché.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de retard de paiement est égal aux taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire est de quarante euros.

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution du marché, le titulaire adressera dans les meilleurs délais au Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, Cellule des Marchés, sous pli recommandé, les renseignements relatifs à la nouvelle domiciliation.

## **ARTICLE 10 – PENALITES DE RETARD**

Le Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes :

Le titulaire et son cotraitant éventuel, s'engagent sur des jours précis de livraison.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du titulaire ou de son transporteur, celui-ci encourt, par heure de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 80 € HT.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont dues dès le premier euro.

## **ARTICLE 11 – RESILIATION DU MARCHE - EXECUTION PAR DEFAULT**

### **11-1 RESILIATION**

Le Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud pourra résilier le marché sans indemnité dans les conditions prévues au Chapitre 7 du CCAG-FCS cité ci-dessus :

- en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles,
- en cas de liquidation judiciaire du titulaire (les offres faites par les créanciers pour la poursuite du marché pourront être acceptées sur avis des établissements),
- en cas de redressement judiciaire, dans le cas où le titulaire n'est pas autorisé par le Tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise.



## **11-2      EXECUTION PAR DEFAULT**

En cas d'inexécution des prestations ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud fera appel à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire du marché (article 45 du CCAG-FCS).

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement hospitalier, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché. La diminution du prix ne profite pas au titulaire.

## **ARTICLE 12 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dispositions du CCAG relatives aux marchés de fournitures courantes et services sont applicables au présent marché :

- dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent document ou différentes de ces mêmes dispositions,
- en particulier l'article 9 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

## **ARTICLE 13 – CONTESTATIONS ET LITIGES**

Toutes contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation du présent marché relèveraient du Tribunal Administratif de MARSEILLE, 22 rue de Breteuil, 13281 MARSEILLE CEDEX 06, tél. : 04.91.13.48.13, e-mail : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr).

Fait à GAP, le 18/11/2025

Pour le GHT des Alpes du Sud,  
Pour le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud et par délégation,  
Le Directeur Adjoint :



Clément GIRARD